

NOTE D'ENJEUX - Janvier 2025

L'après 2024 : crépuscule ou renouveau démocratique ?



L'année 2024 a battu tous les records jamais enregistrés s'agissant de la tenue d'élections dans le monde. Plus de 60 pays étaient appelés aux urnes, dont les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, Taiwan, l'Inde, la Russie ou la Turquie. La seule

tenue d'un scrutin ne corrobore en rien la nature foncièrement démocratique du régime qui l'organise, et il est important de distinguer les démocraties dites « libérales » (les États-Unis, la France, le Royaume-Uni) des démocraties dites « illibérales » ou « électives » (l'Inde, la Turquie), qui se distinguent elles aussi des « autocraties électorales » comme la Russie. Ces précautions prises, on peut légitimement qualifier 2024 de test à grande échelle pour l'avenir de la démocratie. Nous venons de tourner la page de 2024 et un nouveau cycle s'ouvre. **Dans quel état se trouve la démocratie en ce début d'année 2025 ? Quels tout premiers enseignements peut-on tirer des différents scrutins ?**

L'année la plus démocratique de l'histoire récente serait-elle aussi celle de sa grande déconsolidation ?

Après des décennies de progression continue depuis l'après-guerre, la démocratie est en recul. La conviction réputée intangible selon laquelle « démocratie » et « libéralisme » avanceraient main dans la main s'effrite. Les résultats observés cette année – dont la réélection de Donald Trump est le point d'orgue – seraient l'éloquente manifestation de ce phénomène, son apogée ou, pour certains des commentateurs les plus pessimistes, son point de non-retour.

Toutefois, si 2024 a indéniablement marqué la progression ou le retour de forces politiques illibérales ou anti-démocratiques, le bilan électoral de l'année ne doit pas se limiter à cette seule dimension. Nous montrerons dans cette note que la situation est bien plus complexe et nuancée. L'examen attentif des processus électoraux, de la participation aux scrutins, comme des thèmes qui ont fait la campagne et leurs résultats, permettent de dresser un panorama plus contrasté, qui dépasse le seul triomphe de forces hostiles à la démocratie.

À cette fin, cette étude se concentre en priorité sur les grandes démocraties dites « libérales » en traitant quatre principaux scrutins : **l'élection européenne du 9 juin, les élections législatives françaises des 30 juin et 7 juillet, les élections générales britanniques du 4 juillet et l'élection présidentielle américaine du 5 novembre.**

Elle abordera, de façon plus ciblée, d'autres scrutins – élections municipales en Turquie, élections en Géorgie, en Moldavie et en Roumanie – en se focalisant notamment sur ceux où la demande de démocratie a, d'une manière ou d'une autre, progressé. Cette analyse identifie quelques premières leçons qui pourront nourrir la réflexion sur l'avenir de nos démocraties dans les mois et années à venir.

Cinq principaux enjeux se dégagent.

- I. **Sur la tenue des élections et le poids des ingérences étrangères** : les tentatives de déstabilisation électorale ont été historiquement élevées, en grande partie venant de Russie, de Chine et d'Iran. Si les États étaient mieux préparés que par le passé, ces ingérences ont des effets de long terme plus pernicious sur la stabilité et l'avenir de nos démocraties. Les scrutins de 2025, en Allemagne notamment, devront faire l'objet d'une vigilance particulière de ce point de vue.
- II. **Sur la participation** : en dépit d'un climat inégalé de défiance à l'égard des politiques et des institutions, elle enregistre des scores plutôt stables ou en progression dans la majorité des pays occidentaux examinés : 67 % au premier tour des législatives en France, un record depuis 1997 ; 64 % à l'élection présidentielle américaine, 2^e plus haut score depuis plus de 100 ans, des scores en partie liés à une augmentation de la polarisation politique. Cette forme de vitalité civique est-elle une vitalité seulement mauvaise ? Comment transformer la participation contestataire ou de ressentiment en une participation constructive ?
- III. **Sur les résultats des différents scrutins** : les revers infligés à la majorité des forces politiques au pouvoir et l'indéniable consolidation des partis dits « populistes » sont les deux principales tendances des résultats électoraux de 2024. Quelles leçons en tirer ?
- IV. **Sur les sujets qui ont fait les campagnes** : économie, pouvoir d'achat, immigration, santé arrivent en tête à peu près partout. Le décalage qui existe entre certains sujets prioritaires pour les électeurs – comme la santé – et leur traitement politico-médiatique est révélateur de la capacité des leaders populistes à imposer les termes du débat. Le net recul des questions environnementales est une autre leçon centrale qui émerge de ce premier bilan.
- V. **Sur la façon de faire et de concevoir la politique aujourd'hui** : place croissante, exponentielle voire incontrôlable des réseaux sociaux, sommes considérables investies dans les campagnes, électorat abordé comme une audience voire une clientèle : certaines tendances s'accroissent, si bien que la démocratie, comme la politique, s'apparentent de plus en plus à des « produits », produits marketing dépassés pour certains, qu'il faudrait remplacer par quelque chose d'autre. Quels argumentaires développent ceux qui proposent de « nouvelles offres » politiques ? Sur quels ressorts séduisent-ils les citoyens-« consommateurs » ? Dans quelle mesure les faiblesses ou faillites internes des démocraties libérales sont-elles en cause ? Comment défendre la sacralité et l'intangibilité du système démocratique en relégitimant l'État de droit ?

Autant d'enjeux qui doivent inciter à penser nos institutions à nouveaux frais pour réinjecter de la démocratie dans leur fonctionnement, en trouvant la ligne de crête entre volonté populaire et expertise, entre échelle locale et échelle nationale, européenne et internationale, entre réforme et consolidation. Le tableau qui se dessine au terme de 2024 est plein de contrastes : plutôt que de parler de déclin, regardons en face les métamorphoses de la démocratie pour mieux la défendre et l'adapter aux défis qui s'ouvrent en 2025.